



RENDU EXECUTOIRE LE

01 SEP. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 04/08/2022

Reçu en préfecture le 04/08/2022

Affiché le

SLO

ID : 086-228600011-20220804-22_A_PMI_0016-AR

**DIRECTION DE L'ENFANCE
ET DE LA FAMILLE**

**SERVICE DE PROTECTION
MATERNELLE ET INFANTILE**

*Affaire suivie par Mme Brigitte BAUDINIERE
Réf : BB/GR*

ARRETE N° 2022-A-DGAS-DEF-PMI-0016

du - 4 AOUT 2022

Portant modification de l'arrêté n° 2015-A-DGAS-DEF-PMI-0002 du 9 février 2015 et autorisant le transfert de l'établissement collectif non permanent d'enfants de moins de 6 ans, catégorie micro-crèche, à gestion associative, «TOURNICOTI», dans les nouveaux locaux situés :

*Chemin sous le Peu
CIVAUX - 86320 -*

Le Président du Conseil Départemental de la Vienne,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3221-9,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L. 2111-1 et suivants, L.2324-1 et suivants et R. 2324-16 et suivants,

VU l'arrêté du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil d'enfants de moins de 6 ans,

VU l'arrêté n°2015-A-DGAS-DEF-PMI-0002 du 9 février 2015 relatif à la modification du fonctionnement de l'établissement multi-accueil non permanent d'enfants de moins de 6 ans, à gestion associative, «TOURNICOTI», situé rue du 19 mars à Civaux,

CONSIDERANT le courrier reçu le 28 juillet du Président de la Maison des Jeunes et de la Culture de Lussac les Châteaux sollicitant l'autorisation du Président du Conseil Départemental de transférer définitivement dans de nouveaux locaux situés Chemin sous le Peu l'établissement collectif non permanent à gestion associative, «TOURNICOTI», de Civaux, à compter du 5 septembre 2022

CONSIDERANT l'avis technique favorable du Médecin Coordonnateur de Protection Maternelle et Infantile, à l'exclusion de ce qui concerne les compétences de la commission de sécurité,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux,

ARRETE

Article 1^{er} :

Autorise le Président de la Maison des Jeunes et de la Culture de Lussac les Châteaux à transférer et à faire fonctionner un **établissement collectif non permanent d'enfants de moins de 6 ans, à gestion associative «TOURNICOTI** », de la catégorie « micro crèche » dans les nouveaux locaux situé Chemin sous le Peu à Civaux - 86320, à compter du **5 septembre 2022**.

Article 2 :

La capacité d'accueil est de **10 enfants maximum âgés de 10 semaines à 4 ans**,

Article 3 :

L'établissement est ouvert du **lundi au vendredi de 7 h 30 à 18 h 30**.

Article 4 :

La référence technique est assurée par:

- **., Auxiliaire de Puériculture,**

En application de l'article R. 2324-46-1 du code de la santé publique la quotité minimale de **temps de travail dédié à la fonction de responsable technique est de 0.2 équivalent temps plein**,

L'encadrement des enfants est assuré par du personnel justifiant d'une certification au moins de niveau V enregistrée au répertoire national de certifications professionnelles, attestant de compétences dans le champ de l'accueil des jeunes enfants et deux années d'expérience professionnelle ou d'une expérience professionnelle de 3 ans comme assistant maternel agréé.

L'effectif minimum du personnel intervenant auprès des enfants : une professionnelle est présente pour l'accueil d'un à trois enfants. Pour des raisons de sécurité une autre personne clairement désignée est joignable par téléphone en cas d'urgence. Deux professionnelles sont présentes pour un nombre d'enfants compris entre 4 et 12.

En application de l'article R.2324-46-4 du code de la santé publique **l'effectif minimum du personnel intervenant auprès des enfants doit être respecté, un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas et un professionnel pour 8 enfants qui marchent et ne sera jamais inférieur à deux, dont un professionnel mentionné à l'article R. 2324-42 du code de la santé publique.**

Les parents peuvent être appelés à intervenir occasionnellement auprès des enfants, en plus des personnels professionnels présents, lors des sorties et activités pédagogiques.

Article 5 :

Une partie des locaux est utilisée pour les activités du relais petite enfance.

Article 6

En application de l'article R. 2324-24 du code de la santé publique, le Président du Conseil Départemental doit être informé sans délai de tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier de demande d'autorisation ou sur une des mentions de la présente autorisation.

Article 7 :

En application de l'article L. 2324-3 du code de la santé publique, lorsqu'il estime que la santé physique ou mentale ou l'éducation des enfants sont compromises ou menacées, le Représentant de l'Etat dans le Département, après avis du Président du Conseil Départemental, peut adresser des injonctions à l'établissement et s'il n'y est pas satisfait, prononcer la fermeture totale ou partielle, provisoire ou définitive de l'établissement.

Article 8:

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application « Télérécours citoyens » sur le site www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Article 9:

Le Directeur Général des Services Départementaux, le Médecin Coordinateur de Protection Maternelle et Infantile, le Président de la Maison des Jeunes et de la Culture de Lussac les Châteaux sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département et/ou affichés. Il sera également notifié au gestionnaire de l'établissement.

Fait à POITIERS, le **- 4 AOUT 2022**

Pour le Président du Conseil Départemental

et par délégation,



**Le Président Délégué
Guillaume DE RUSSE**

Envoyé en préfecture le 04/08/2022

Reçu en préfecture le 04/08/2022

Affiché le



ID : 086-228600011-20220804-22_A_PMI_0016-AR